

LETTRE D'INFORMATION DE LA  
COMMISSION FRANÇAISE D'HISTOIRE MILITAIRE

Nouvelle série n° 7  
Décembre 2015

EDITORIAL

«Ce n'est qu'un au revoir»

Les graves attentats du 13 novembre ayant entraîné dans la foulée l'annulation de la conférence du professeur Amat prévue le 14, l'état d'urgence et le terrorisme islamiste ne doivent pas nous empêcher de continuer nos travaux dans la sérénité qui n'exclut pas la vigilance. Nous devons préparer l'avenir, et d'abord l'année 2016.

Dans ce but, le Conseil d'administration réuni le vendredi 11 décembre au château de Vincennes a eu pour tâche non seulement de rajeunir sa composition en élisant un nouveau président, des vice-présidents et des membres d'honneur, mais encore de préparer les réunions, visites et colloques futurs,

A compter du 1er janvier 2016, la CFHM sera présidée par le général Yves de Guigné (Saint Cyr 1977, promotion maréchal Davout), conseillé par plusieurs vice-présidents : le professeur Elisabeth du Réau et le professeur Jean-François Pernot pour l'Université, M. Jean-Pierre Salzmann pour les délégués régionaux et le LCL Rémy Porte pour la recherche historique au sein de l'institution militaire. De nouveaux membres du C.A. ont été proposés à l'élection de la prochaine A.G. : Mme Sandrine Picaud-Monnerat et le LCL® Pascal Robert. Les autres membres restent inchangés.

Etant chargé du patrimoine de l'armée de Terre, le général de Guigné a pour tâches de gérer les musées militaires et de valoriser l'histoire militaire et les liens culturels entre l'Armée et la Nation. A ce titre il aura à cœur de resserrer nos liens avec l'EMAT et avec la DMPA. Nous le remercions vivement d'avoir accepté de prendre en mains les destinées de notre Commission.

Les réunions planifiées pour le 1er semestre 2016 se dérouleront à l'amphi Laffont, plus intime et plus proche de l'entrée principale de l'Ecole militaire. Il sera aussi clairement plus adapté à nos effectifs. Les voyages et les sorties suivants sont prévus : - l'île Longue le 4 février, peut-être le nouveau siège du ministère de la Défense au quartier Balard en mars, la base de Payerne en Suisse en avril et Verdun le 11 novembre avec l'EMAT. Il y a là un programme intéressant que nous nous efforcerons de respecter.

En tant que président de la CFHM, et à titre plus personnel, j'ai été amené à rendre hommage au général Combette, ancien président du Comité de la Flamme, et à René Mayer, ancien directeur de l'habitat algérien et du plan de Constantine. J'ai poursuivi également mon action de lutte contre la désinformation sur le conflit algérien en abordant les thèmes de l'insoumission des appelés, de la torture qui fut loin d'être généralisée, de la négation du massacre des harkis et de l'inflation du nombre de victimes des manifestations du 17 octobre 1961 à Paris.

Je reste fidèle bien sûr à la CFHM, je remercie ceux qui m'ont aidé ces deux dernières années et je souhaite une pleine réussite à la nouvelle équipe qui prend les rênes de la Commission.

Général Maurice Faivre *Président de la CFHM* 13 décembre 2015

*Le général de Guigné a bien voulu répondre favorablement aux sollicitations du Président de la CFHM et des membres du Bureau. Sa candidature -ainsi que celle des nouveaux membres pressentis du Bureau et du Conseil d'administration- sera soumise au vote de l'Assemblée générale le 18 février. (NDLR)*

SOMMAIRE

EDITORIAL ET VIE DE LA COMMISSION ..... p. 1

- \* « Ce n'est qu'un au revoir », par le Général Maurice Faivre
- \* Le congrès de la CHIM à Pékin, par Elisabeth du Réau

LES CONFÉRENCES DE LA CFHM ..... p. 3

- \* « Hitler face à Churchill, le front de l'Ouest 1939-1945 », communication de M. Philippe Richardot, par Michel Loustau
- \* « Daumesnil, un général haut en couleurs : d'Arcole à Vincennes », communication de M. Didier Mireur, par José Maigre
- \* « Le front d'Orient : du désastre des Dardanelles à la victoire finale (1915 - 1918) », communication du CI Max Schiavon, par Michel Loustau

CHRONIQUES MILITAIRES ET NAVALES..... p. 5

- \* « La petite guerre au 18<sup>e</sup> siècle » exposé de Sandrine Picaud-Monnerat, par Vincent Arbarétier
- \* « Les corsaires de l'Atlantique » par Marie-France Sardain

NOTES DE LECTURE ..... p. 7

- \* Gérard Chaliand et Arnaud Blin (sous la direction de) *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Daech* par Vincent Arbarétier
- \* Anne Liskenne *L'Algérie indépendante L'ambassade de Jean Marcel Jeanneney (juillet 1962- janvier 1963)*, par le G<sup>al</sup> Maurice Faivre
- \* Pierre Renucci *Marc Antoine. Un destin inachevé entre César et Cléopâtre*, par Michel Loustau
- \* Lopez Jean et Wiewiorka Olivier (s. l. d. de) *Les mythes de la Seconde Guerre mondiale*, par Michel Loustau
- \* Jean-Christophe Notin *Maréchal Juin*, par J. Maigre
- \* Amable Sablon du Corail *1515 Marignan*, par Alain - J. Roux
- \* Ivan Cadeau *La guerre d'Indochine De l'Indochine française aux adieux à Saigon 1940-1956*, par Alain - J. Roux
- \* sous la direction de Pierre PASCALLON *Quel avenir pour la dissuasion militaire française face aux défis et aux changements ?*, par Alain - J. Roux

Cette importante manifestation a rassemblé les représentants de 36 Etats. Il s'agissait du 41<sup>e</sup> Congrès de la Commission Internationale d'Histoire Militaire. *Le thème principal* était la Seconde Guerre mondiale et les questions militaires au XX<sup>e</sup> siècle, « *World War II and the development of warfare in the XXth century* ».

Les trois langues de travail étaient l'anglais, le chinois et le français. Le service d'interprétariat a bien fonctionné et la logistique a été de bonne qualité. Du côté de la puissance invitante, la Chine, les sponsors étaient la Commission Internationale d'Histoire Militaire, dont le président était le Docteur Piet Kamphuis, et l'Académie Militaire de l'Armée de Libération du Peuple, représentée par le Lieutenant général Gao Jin assisté du Lieutenant général He Lei, vice-président de l'Académie. Les organisateurs étaient la Commission Chinoise d'Histoire Militaire et le Département d'Histoire Militaire et d'Etudes Encyclopédiques. L'ouverture du congrès, le 31 août, avait été précédée d'une réunion du Bureau Exécutif et de diverses réunions spécialisées, notamment celles du Comité Bibliographique et celui des Archives.

La délégation officielle française était composée des trois personnes suivantes :

- Mme Elisabeth du RÉAU, professeur émérite à la Sorbonne Nouvelle, historienne du monde contemporain, accompagnée de son époux.
- Mme Francine SAINT RAMOND, chercheur et docteur en Histoire

- Mme Marie-Christine VATINEL, administrateur de la Commission d'Histoire Militaire, accompagnée elle aussi de son époux. Elle a pris de nombreux contacts avec les diverses délégations, notamment les délégations francophones d'Afrique. Les déléguées françaises ont participé au « *Post Congress Tour* » pleinement réussi avec de passionnantes visites. Les déléguées ont regretté l'absence de collègues militaires et du représentant français à la Commission Internationale, Jean AVENEL, qui a dû renoncer à sa participation initialement prévue.

Les enjeux du congrès présentés par les organisateurs :

L'amiral Sun JIANGUO (*Deputy Chief of General Staff*) se félicite de la tenue de ce congrès dont la date coïncide avec la fin de « la Guerre de Libération » en août 1945 après une « guerre de huit ans ». Il souligne l'importance de la démarche historique et rappelle que la Chine a fait partie depuis 2004 de la Commission Internationale d'Histoire Militaire, et que ce colloque a été préparé de longue date. Les objectifs pour ce colloque « anniversaire » sont de mettre en perspective un événement capital en sollicitant en premier lieu les historiens venus du monde entier. Il est important que les Chinois puissent confronter leurs vues avec celles d'historiens étrangers.

Le Général Gao JIN, président de l'Académie des Sciences Militaires, partage la plupart des analyses qui viennent d'être exposées. Il évoque la longue durée du conflit, la Chine ayant été concernée par une guerre de huit ans ! Le Japon souhaitait rayer la Chine de la carte, d'où les événements de Nankin.

Le président de la Commission Internationale d'Histoire Militaire, le Dr. Piet KAMPHUIS (Pays Bas), se réjouit de l'aboutissement d'un long processus de préparation et remercie chaleureusement les hôtes chinois qui ont réussi à respecter l'agenda permettant l'ouverture de ce colloque.

Le Congrès comprenait des séances qui étaient organisées selon le système suivant : des *séances plénières* au début et à la fin du colloque présentaient les grands thèmes principaux. Des *séances de travail*, organisées en plusieurs sessions, fonctionnaient en parallèle. Enfin des *ateliers de travail* rassemblant les jeunes chercheurs et doctorants abordaient des aspects méthodologiques. Les travaux ont duré quatre jours pleins. En tout, les congressistes ont pu entendre une cinquantaine de communications aux thématiques les plus variées. La recherche chinoise était, comme de juste, très bien représentée et chaque commission nationale a fourni un ou plusieurs exposés. Pour la Commission française, celui de Mme du RÉAU portait sur les relations franco-britanniques au début du conflit. Celui présenté par Mme Francine SAINT-RAMOND, très bien illustré, concernait les combats sur la Meuse en mai 1940.



Notre délégation à Pékin

La Session de clôture a eu lieu le 4 septembre, en même temps que l'assemblée générale de la Commission internationale. La présentation des diverses propositions nationales pour les prochains Congrès ont prévu les dates suivantes : 2016 : Turquie 2017 : Cameroun 2019 : Etats-Unis (Baltimore). On notera l'absence de colloque en 2018.

Après cette présentation, les élections ont été organisées. Deux candidats se sont présentés pour le poste de président : le Professeur Massimo de LEONARDIS, vice-président de l'ICMH (Italie), et le Professeur Erwin SCHMIDL, secrétaire général de l'ICMH (Autriche). Le vote à bulletins secrets donnait les résultats suivants : Total des votants : 35

Professeur de LEONARDIS : 23 voix

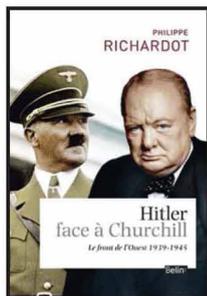
Professeur SCHMIDL : 12 voix

Le poste de secrétaire général était attribué à Chris QUANTEN (Belgique) et celui de trésorier à Jan HOFFENAAR (Pays Bas). Tous les autres membres du Comité sortant étaient réélus ; Erwin SCHMIDL faisant partie de ce Comité, ainsi que le Professeur Jean AVENEL.

Peu de temps après, s'ouvrait la cérémonie de clôture. Elle était marquée par une intervention du nouveau Président qui remerciait à nouveau la Commission chinoise et l'ensemble des hôtes chinois pour leur excellent accueil. Un très beau spectacle était proposé à l'heure du dîner.

**Professeur Elisabeth du RÉAU** Membre du Conseil d'Administration de la Commission française 10 décembre 2015

**Hitler face à Churchill Le front de l'Ouest 1939 – 1945 communication de M. Philippe RICHARDOT (conférence du 26 septembre 2015)**



par Michel LOUSTAU

Sur Winston Churchill, l'on peut consulter de nombreuses sources, parmi lesquelles le général Spears, Alan Brooke et les Mémoires de Philippe de Gaulle. « Winnie », stratège en robe de chambre », caressait la bouteille et aimait les chats, dont le célèbre Nelson. « L'oncle Adi », lui, avait reçu en cadeau sa chienne Blondi de Bormann en 1942, et il lui parlait souvent. En 1945, c'est un homme brisé, dont la vue est atteinte, qui marche difficilement. Un dentiste général SS lui a fait un bridge. Il souffre de céphalées. Hitler comme Churchill sont des noctambules qui se lèvent très tard. Contrairement à Churchill (« no sport »), le Führer est un ascète végétarien, nourri d'aliments bio et de fortifiants, mais drogué à la pervitine, distribuée aussi aux soldats allemands, dans du chocolat. « Der Chef », qui avait l'esprit clair en 1939-1940, finira par prendre les 24 médicaments prescrits par le Dr. Morell. Von Choltitz dit avoir affaire à un fou, tandis que des généraux, après 1945, se défont sur lui pour les revers subis ou les erreurs. L'arrêt sur l'Aa en 1940 était demandé par von Kleist, 25 % des Panzers étant inutilisables. La vitesse est une arme, mais Hitler craignait une nouvelle bataille de la Marne.

Le choix de combattre à la fois la France et la Grande-Bretagne a piégé le Führer. Le coup de poker de 1941 contre l'U.R.S.S., dernière épée continentale de l'Angleterre, est justifié à ses yeux par la décapitation de l'Armée rouge en 1937-1938 et l'échec soviétique en Finlande. En Septembre 1939, des chefs nazis étaient atterrés par l'entrée en guerre d'Albion, au sein de laquelle les amis du Reich ne manquaient pas, tels le « Cliveden Set », Lady Astor, le duc de Windsor, et les sœurs Mitford. Berlin avait reçu même des députés du Labour ! Hitler croyait que l'Italie occuperait la France, mais le pacte germano-soviétique choquait les Italiens et le roi restait anglophile. Les belligérants ont fait la guerre en partant de présumés faux. Et, en plus, les troupes alpines ont vaillamment résisté aux bersagliers...

Hitler se confie à von Below, et avoue en 1943 à Baldur von Schirach que la guerre est perdue et qu'il sera fusillé. Churchill, passionné d'histoire, descendant de Marlborough, formé en France comme Wellington, sait en 1939 qu'il doit tenir un ou deux ans avant que les géants russe et américain interviennent. Ses projets militaires sont souvent loufoques, mais heureusement qu'Alan Brooke veille au grain. Churchill épuise physiquement son entourage et se dispute avec les généraux. Lord Mountbatten, « Dickie », joue un rôle essentiel. Hitler vit en circuit fermé, pendant que Churchill voyage en avion sans se départir de son sens de l'humour. Qui a vraiment gagné la guerre ? L'opération Cerberus brouille les radars et les Anglais font la guerre des rayons, tandis que les nazis ont désorganisé le S.R. allemand. Deux personnalités hors normes s'affrontent durant cette guerre : Churchill, aristocrate conservateur et démocrate, Hitler, dictateur prolétarien engagé dans une dérive conquérante et mortifère. C'est le premier qui l'emporte

car il a su résister avec ténacité jusqu'à l'entrée en guerre des Américains.

Après son exposé, le Professeur Richardot répond aux questions de M. Ragache, de Mme du Réau et de M. Loustau.

Les « appeasers » anglais formaient la « coterie Halifax » et Houston Stewart Chamberlain admirait Hitler. En Septembre 1939, Hitler en a assez des négociations et passe à l'attaque. Les forces obscures de l'Ordre Noir, telles qu'on peut les entrevoir au château de la Wevelsburg, l'ont emporté. Hitler, se souvenant de ses racines catholiques, avait interdit l'Ordre Teutonique, alors que Staline autorise les processions orthodoxes en 1941. Churchill est croyant, et fut brièvement franc-maçon, de 1905 à 1908, bien avant qu'il n'occupât une fonction ministérielle. Après son équipée, et sa tentative désespérée de négocier, Rudolf Hess, sain d'esprit, est emprisonné à vie, contrairement à Albert Speer. Quant à la thèse de Pierre de Villemarest sur Bormann et Müller agents soviétiques, elle prend sa source chez Reinhard Gehlen, créateur du B.N.D. durant la Guerre Froide. Au final, des questions très variées qui tendent à prouver –si besoin est- que rien n'est simple...

**Daumesnil, un général haut en couleurs : d'Arcole à Vincennes communication de M. Didier MIREUR (conférence du 17 octobre 2015)**

par José MAIGRE

Pierre Daumesnil est le type même du personnage hors du commun, quasiment un héros picaresque, engendré par les guerres de la Révolution et de l'Empire, sans lesquelles il aurait sans doute, à la suite de son père, mené une vie paisible d'honnête commerçant en articles de mode dans sa belle ville natale de Périgueux où il vit le jour le 27 juillet 1776. Il fut loin d'être le seul dans ce cas-là, tant il est vrai qu'il n'y a rien de tel qu'une époque troublée, qui a jeté à bas un ordre social millénaire, pour permettre à chacun de tenter sa chance, et le métier des armes s'y prêtait à merveille.

Doté d'un bel ego, facétieux et turbulent en diable, le jeune Yrieix (c'est son premier prénom) n'aime guère les études et la boutique de son père : il préférerait s'amuser et musarder. A 17 ans, un jour de fête, il se prend de querelle par hasard avec un artilleur, s'ensuit un duel où il blesse grièvement son adversaire. Par peur d'être arrêté, il quitte Périgueux en toute hâte, et part s'engager à Toulouse au 22<sup>ème</sup> régiment de chasseurs à cheval. D'abord à l'armée des Pyrénées, puis à celle d'Italie, aussi courageux au combat qu'indiscipliné dans les périodes de repos ou de convalescence, après sa première grave blessure, il se bat sous les ordres du capitaine Bessières qui l'aime bien mais n'en peut mais : le brigadier Daumesnil est plusieurs fois cassé de son grade, et il a la réputation d'être un sacré cabochard !

A Arcole, il a sauvé la vie du général Bonaparte qui saura s'en souvenir en l'intégrant comme maréchal des logis dans la compagnie des guides qui assure sa protection rapprochée. Il est de l'expédition d'Egypte, où là encore il va se faire remarquer pour non-respect d'officiers de la Ligne, moqués et insultés dans un cabaret. Condamné à mort avec deux camarades par la cour martiale pour insubordination, il est gracié –et lui seul- par le commandant-en-chef, et cassé de nouveau de son grade. Histoire de se faire pardonner, il sauve à nouveau la vie de Bonaparte au siège de Saint-Jean-d'Acres ! Il fait partie de la centaine de guides

## LES CONFÉRENCES DE LA CFHM (SUITE)

### Daumesnil, un général haut en couleurs... (suite)

à cheval qui s'embarque avec lui, direction la France, en laissant le corps expéditionnaire aux ordres de Kléber.

Après le 18 Brumaire, il intègre tout naturellement les chasseurs à cheval de la Garde consulaire, puis de la Garde impériale. Il se distingue à la bataille de Marengo, et reçoit enfin l'épaulette de lieutenant. Belle revanche pour celui qui n'était pas arrivé, pendant quatre ans, à garder ses galons de sous-officier plus de quelques semaines ! Vient aussi le temps d'un certain assagissement, même s'il garde la réputation d'un fêlard couvert de dettes. Il passe capitaine en 1801, puis chef d'escadron après Austerlitz. Il est sur les champs de bataille d'Iéna, d'Eylau et de Friedland. Daumesnil suit l'empereur en Espagne en 1808, où il a failli se faire écharper par le petit peuple madrilène révolté : la chance lui sourit, il a 2 chevaux tués sous lui et s'en tire avec une blessure de plus. Au retour, en février 1809, il peut s'arrêter à Périgueux et embrasser ses vieux parents, très fiers de leur fils, officier supérieur dans un corps d'élite au bel uniforme vert tout chamarré.

La guerre contre l'Autriche reprend sans laisser à la Grande Armée le temps de souffler. A la bataille d'Eckmühl, il reçoit sa dix-neuvième blessure au combat ! En juin 1809, il est nommé colonel, et reçoit le commandement du 1er régiment de chasseurs à cheval de la Garde. Il ne va le garder que quelques jours : à la bataille de Wagram, le 6 juillet, il est blessé par le feu de l'artillerie autrichienne, la jambe gauche broyée. Opéré par Dominique Larrey, il survit à son amputation. L'Empereur le nomme baron de l'Empire et commandant de la Légion d'Honneur ; il commence alors une longue convalescence. Le maréchal Bessières – son ami de toujours – qui commande la cavalerie de la Garde impériale, lui suggère de se préparer à une vie nouvelle car il n'est plus question pour lui de commander un régiment du fait de son infirmité, même s'il s'est bien habitué à sa jambe de bois. Il suit un autre précieux conseil du maréchal et se marie avec une toute jeune fille de très bonne famille, Léonie Garat, son beau-père étant le directeur général de la Banque de France. Ce sera une union heureuse, cimentée en 1813 par la naissance d'un petit Léon qui aura, dans les années suivantes, deux petites sœurs.

Napoléon envisage de lui donner un nouveau poste de confiance : en février 1812, il le nomme général de brigade et gouverneur du château de Vincennes, prison d'Etat et – surtout – arsenal de la Grande Armée. Il reçoit l'ordre de ne jamais s'en éloigner sans autorisation, et d'être en permanence à la disposition du Grand Quartier général. C'est là qu'il va forger sa légende en tenant tête deux fois de suite aux troupes alliées, en avril 1814, puis en juillet 1815, avec une petite garnison d'un courage exemplaire d'à peine 300 vétérans invalides et quelques centaines de gardes nationaux mobilisés. En 1814, il a répondu à un plénipotentiaire russe venu lui demander de se rendre : « *Rendez-moi ma jambe et je vous rendrai Vincennes* ». La phrase est sans doute embellie, mais elle est passée à la postérité. Et en 1815, il profère encore une autre phrase à l'emporte-pièce

face à un colonel prussien médusé : « *Je ne rendrai pas la place qui m'a été confiée. Je suis prêt à m'y faire sauter* » Joignant le geste à la parole, il fait mine de prendre un tison enflammé en montrant la trappe de la poudrière ! Blücher lui propose un 1 million de francs pour rendre la place, c'est non à nouveau ! « *Mon refus servira de dot à mes enfants* ». Il tient tête au blocus des armées étrangères jusqu'en novembre et s'en sort avec les honneurs de la guerre.

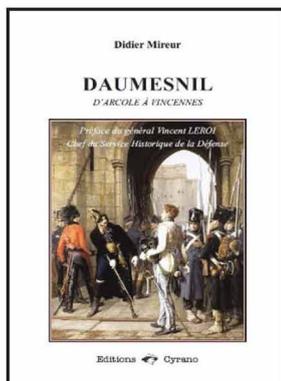
Il rentre ensuite dans le rang, quitte l'uniforme et mène avec sa famille une vie paisible et heureuse durant quinze années. En 1830, les Trois Glorieuses amènent au pouvoir Louis-Philippe, et Daumesnil retrouve son gouvernorat à Vincennes. Il y assure sans plaisir la garde du prince de Polignac et de trois ministres de Charles X enfermés dans le donjon. La populace déchaînée veut envahir le château pour faire un mauvais parti à ces prisonniers de marque. Une fois de plus, Daumesnil fait preuve de fermeté en protégeant ses prisonniers, et tout rentre dans l'ordre. Il va mourir en 48 heures du choléra lors de l'épidémie de l'été 1832, et sera enterré au cimetière de Vincennes le 18 août. Lors de ses funérailles imposantes où se pressèrent, outre les officiels, de nombreux anciens compagnons d'armes, les Parisiens marquèrent leur attachement à « jambe de bois », celui qui avait dit non à deux reprises à l'envahisseur. Sous le règne de Napoléon III, Léonie devint surintendante de la Maison d'éducation de la Légion d'Honneur à Saint-Denis. Elle mourra en 1884, à 89 ans, et fut enterrée à côté de son cher mari.

### Le front d'Orient : du désastre des Dardanelles à la victoire finale (1915 -1918) communication du CL Max SCHIAVON (conférence du 12 décembre 2015) par Michel LOUSTAU

Le cadre géographique est celui des Balkans, longtemps dénommés Turquie d'Europe, jusqu'au redécoupage territorial de 1912-1913. Le concert des nations n'a pu éviter les deux guerres balkaniques, ce que Bismarck avait prévu. La stabilisation du front occidental où les soldats s'enterrent dans les tranchées pousse les stratèges à chercher une solution. Le colonel de Lardemelle propose à Franchet d'Espèrey de créer un front en Orient. Le périple du *Goeben* et du *Breslau*, qui bombardent Philippeville, puis se réfugient à Constantinople, entraîne l'Empire ottoman dans le conflit.

Arguant de la supériorité de la Royal Navy sur les Osmanlis, Winston Churchill souhaite une attaque navale et convainc Lord Kitchener. Il s'agit d'aider les Russes, qui manquent d'armement pour leurs troupes, et ne le reçoivent que par Mourmansk et Vladivostok. Le forçement des Détroits permettrait aux navires alliés de passer en Mer Noire. En janvier 1915 l'expédition est décidée avec l'accord de Paris, mais Joffre refuse de fournir des unités. Les Turcs ont deux divisions à Gallipoli, avec des officiers allemands sous les ordres de Liman von Sanders. Le 25 avril l'escadre alliée – 280 pièces de gros calibre – se présente, les Français de l'amiral Guépratte à l'avant-garde, mais les mines dérivantes, les torpilles et l'artillerie turque font des ravages. La contrebatterie navale est inefficace.

Les Anglais cherchent un corps terrestre pour débarquer, mais ne savent pas comment faire. La presse divulgue les plans alliés. Les Turcs rameutent 8 divisions, soit 90 à 100.000 hommes, contre 20.000. Le cuirassé *Bouvet* est coulé par une mine avec 600 marins dont le commandant



**Le front d'Orient... (suite)**



est Rageau de la Touche. La tentative de débarquement échoue. La flotte alliée compte 240 bâtiments et les soldats sont immobilisés, sans arrière ni repos. Gouraud se retrouve installé dans un figuier. Les 5.000 hommes de l'ANZAC tentent de percer vers le Nord, mais Mustapha Kemal réagit. Que faire ? Le roi Georges de Grèce est lié au Kaiser par sa famille. Victorieux en 1914, les Serbes sont vaincus en 1915 par les Austro-Bulgares. La France vient au secours du roi Pierre et du prince Alexandre, épuisés par une terrible retraite. Les Anglais sont furieux, et les Italiens hostiles. Joffre envoie le général de Mondésir réorganiser l'armée serbe, dont les soldats sont réduits, pour certains, à l'état de squelettes vivants ; dès juin 1916 huit divisions serbes sont reconstituées.

Sarrail commande le camp retranché de Salonique, appuyé par les unités grecques pro-alliées de Vénizelos. Lawrence s'emploie à fomenter la révolte arabe contre le Sultan. Tous ont des arrière-pensées sauf les Français. La Roumanie, entrée en guerre trop tard, est vaincue et occupée par les puissances centrales, ce qui améliore leurs lignes intérieures. Sarrail est critiqué, mais indéboulonnable grâce à Painlevé et aux loges. Le 19 novembre 1916, Monastir est conquis mais l'ennemi tient les hauteurs. Les Alliés envoient Jonnart et Georges à Athènes pour déposer le roi Constantin. La Grèce leur apporte douze divisions. Clemenceau raille les « jardiniers de Salonique » tandis que la Russie vacille. Que faire des 20.000 Russes ? La vie du poilu est rude et les permissions sont rares. Revenu au pouvoir, Clemenceau remplace Sarrail par Guillaumat, très brillant, qui remet tout en ordre. Il prépare les plans de l'offensive, mais le Tigre le rappelle au printemps 1918 pour remplacer le cas échéant Foch ou Pétain.

Franchet d'Esperey qui lui succède en juin connaît les Balkans qu'il a parcourus à pied, et les Serbes l'apprécient. Il dispose de 23 divisions, soit 273.000 hommes, pour attaquer sur le Vardar. Huntziger dirige le 3<sup>e</sup> Bureau. L'offensive frontale en montagne surprend von Scholtz. Franchet veut « casser la croûte » par une préparation d'artillerie intense, puis foncer. Le 15 septembre, l'attaque du Dobropolje est un succès ; ensuite les ailes attaquent sur 300 km. Le 21, la percée est obtenue sur 50 km. Des chars à bœufs tirent les canons. Ludendorff reconnaîtra le rôle fatal de cette bataille pour la Quadruple. Bulgares et Turcs sollicitent un armistice. La cavalerie d'Afrique de Jouinot-Gambetta enlève Uskub et menace 80.000 Allemands. Franchet utilise aussi l'aviation. La Hongrie est à portée de main, mais Franchet a eu tort de ne pas associer les Anglais à l'armistice bulgare ; ils nous rendront la pareille à Constantinople.

La seule percée stratégique alliée du conflit est une victoire française. Cette guerre de coalition a été très difficile à mener, comme toujours (cf. celle d'aujourd'hui contre l'Etat islamique). L'erreur majeure des empires centraux a été de ne pas éliminer les petits fronts d'Italie et de Salonique. Von Falkenhayn voulait user, et non détruire. Les grandes souffrances des « Dardas » se doubleront de l'oubli de l'opinion malgré le rôle méritoire des associations. Les combats de l'armée d'Orient ont été menés par 5 % des huit millions de poilus. Trois ans de revers ont abouti à une victoire éclatante, mais non reconnue à sa juste valeur.

**LA PETITE GUERRE AU 18<sup>e</sup> SIECLE**

par LCL Vincent ARBARETIER

Madame Sandrine Picaud-Monnerat a présenté le 10 septembre 2015 devant un auditoire composé d'amis du SHD, et de passionnés de l'histoire militaire du 18<sup>e</sup> siècle, le concept et la réalité de la petite guerre au 18<sup>e</sup> siècle. Son exposé fut introduit par Mr Thierry Widemann du SHD, lui-même un expert reconnu de la guerre moderne, qui insista sur l'originalité du thème rapporté à l'ensemble de la doctrine européenne qui à cette époque commença à traiter de cette partie méconnue de l'Art de la Guerre.

Madame Picaud-Monnerat choisit la campagne de Flandres de la Guerre de Succession d'Autriche pour étayer son propos. En marge de la très fameuse bataille de Fontenoy de mai 1745, eurent lieu en effet plusieurs petits combats de moindre importance, quoiqu'engageant plusieurs milliers d'hommes de chaque côté, mettant en prise directe les convois logistiques français et les troupes irrégulières alliées, chargées de ce type de guerre. Après nous avoir rappelé quelques définitions sur la « petite guerre » dans différentes langues européennes, Madame Picaud-Monnerat nous présenta brièvement les premiers ouvrages théoriques sur la question de la part d'anciens acteurs de part et d'autre, mais surtout du côté français, de cette Guerre de Succession d'Autriche tels que Saint-Geniès, La Croix, Grandmaison et bien d'autres.

Le cas concret de l'attaque du convoi de ravitaillement de Berg Op Zoom du 15 mars 1748 fut ensuite traité ainsi que celui de la manœuvre opérative de la Méhaigne en 1746, qui eut, lui, un impact opératif important car il obligea les Alliés à abandonner leurs positions devant la place forte de Namur. Les troupes conduisant ces opérations de petite guerre sont en partie héritées des troupes irrégulières de l'est de l'Europe servant les Habsbourg, ou issues des formations de dragons créées au 17<sup>e</sup> siècle en France. Les hussards de Beausobre, et autres arquebusiers de Grassin furent des exemples de troupes d'élite, côté français, consacrées à ces opérations discrètes mais indispensables au succès de l'opération d'ensemble.

L'exposé très intéressant et très concret de Madame Picaud-Monnerat a permis à l'ensemble de l'assistance de comprendre le lien entre les batailles qui ponctuaient les campagnes de la première moitié du 18<sup>e</sup> siècle et ces opérations de « petite guerre », moins connues qui ont fait l'objet après coup de nombreuses publications à la fin de ce siècle et au début du suivant. Il faut cependant différencier ces opérations un peu spéciales des opérations de guérilla et de contre-guérilla entre une armée et une population, si l'on veut bien comprendre leur singularité et leur importance dans une guerre conventionnelle, en complément des grandes batailles.



## LES CORSAIRES DE L'ATLANTIQUE

par Marie-France SARDAIN

Docteur en histoire contemporaine

Notre territoire d'observation se décline à partir du littoral, les corsaires rochelais sont présents dans l'Atlantique entre l'Espagne et les Pays Bas, le long des côtes espagnoles, jusqu'aux Açores, sans compter les raids aux Antilles et sur les côtes américaines. *L'Hermione* fait partie des frégates qui se concentrent sur la traque et la prise des corsaires anglais. Le terrain de chasse des corsaires espagnols et anglais est un lieu de confrontation permanent avec les frégates de la « Royale ».

Le statut de la course et des corsaires part d'un document fondamental conservé par tous les capitaines dans leur coffre avec les papiers du bord, et vérifié par les officiers de l'amirauté à chaque étape de la campagne. Ce précieux imprimé se retrouve sur les corsaires de toutes nationalités avec à peu près la même forme et le même contenu. Il prend le nom de Lettre de marque (terme encore utilisé en Angleterre) ou Commission en guerre et marchandises pour des navires marchands armés qui pourraient occasionnellement faire une prise.

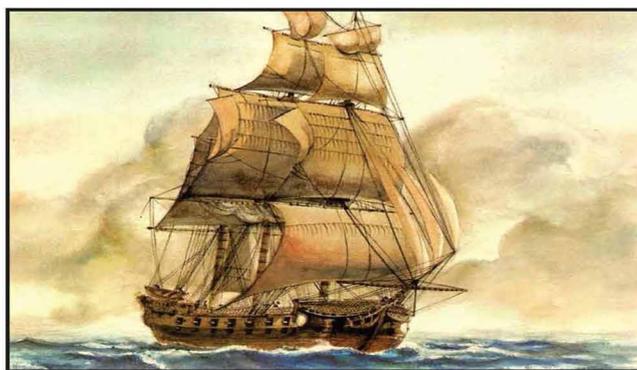
Le corsaire civil au service de son prince est soumis à un ensemble de règles comme tout combattant. Une énorme législation est jointe à la course : ordonnances, arrêts, règlements qui couvrent tous les aspects repris et actualisés lors de chaque nouvelle guerre. La Grande Ordonnance de la marine d'août 1681 voulue par Colbert avec ses 42 articles relatifs à la législation de la course et des prises est un texte de référence fondamental. Un manuel juridique complète l'Ordonnance pour les armées navales en avril 1689. Le statut particulier du corsaire civil, qui pratique officiellement la guerre tout au long de la campagne depuis l'armement jusqu'au désarmement du navire, l'oblige à se soumettre aux règles d'une administration royale très bureaucratique et pointilleuse. Le recrutement très réglementé donne lieu à la confection d'un « rôle » signé et certifié, un moyen efficace de contrôler le monde des gens de mer. Partons dans le sillage des corsaires dans leur quotidien où coexistent sans cesse danger, aventure et monotonie.

A la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, La Rochelle n'a plus rien d'un port d'armement corsaire et est devenu simplement le lieu de retour des navires capturés par les frégates de la Royale, c'est la fin d'un cycle de longue durée. Ce point d'ancrage français de La Rochelle concerne le retour chaque année de nombreuses prises capturées par des corsaires de différents ports entre Bayonne et Saint-Malo, chaque prise donne lieu à une procédure précise gérée par l'amirauté du lieu d'arrivée. Le port connaît avec les guerres de la Révolution et de l'Empire une dernière flambée de la guerre de course, mais relayée par l'action des frégates de la marine de guerre. L'arrêt du trafic colonial et le blocus anglais poussent quelques armateurs rochelais à tenter l'aventure. De 1793 à 1802, 87 prises sont amenées à La Rochelle. Le Consulat puis l'Empire, voient s'effiloche les armements en course qui se réduisent à quelques unités. Cependant, quelques corsaires mènent des campagnes qui aboutissent à plusieurs belles prises. *L'oncle Thomas* armé par Chegaray capture ainsi un gros vaisseau anglais de 450 tonneaux – *Le Léandre* – chargé de produits coloniaux qui sera liquidé

pour 1 million de Francs en 1801. Mais tous finissent par être capturés par la Navy. Cette accumulation d'histoires individuelles de navires de toutes nationalités -chasseurs et chassés- conduit ainsi à pointer plus de 300 navires pratiquant la course, et qui ramènent à La Rochelle près de 500 prises...belle fin de la longue tradition corsaire de La Rochelle maintenue depuis les guerres de Louis XIV.

Le port militaire de Rochefort est impliqué dans la guerre de course royale menée par les frégates chargées de défendre les approches du littoral français, d'escorter les convois et de pratiquer une contre-course avec comme cible les corsaires anglais. Leurs missions (c'est le cas de « *L'Hermione* ») de croisière et d'escorte à partir de la rade de l'île d'Aix ou du Verdon, à l'embouchure de la Gironde, en font à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle les premiers corsaires du golfe de Gascogne. Les guerres de la Révolution et de l'Empire accentuent le poids de la course d'Etat, d'autant plus que les prises ne sont plus ramenées automatiquement à La Rochelle après la disparition de l'amirauté. Rochefort et ses rades assurent une bonne partie de la course du golfe de Gascogne, volet militaire de plus en plus présent, mais indissociable des ports voisins. Les bateaux renforcés par les frégates militaires venues de Rochefort et leurs pendants de la Navy se croisent, s'affrontent dans un jeu de gigantesque cache-cache avec l'enjeu stratégique pour les états qui financent -et pour les corsaires civils- de capturer ou de rançonner le plus possible de navires marchands.

Bordeaux connaît une spectaculaire flambée de la course pendant la Révolution et arme 209 corsaires entre 1793 et 1814, avec un pic sous le Directoire entre 1797 et 1800 (143 armements). Si la grande vague se tasse sous l'Empire, les armements en course se maintiennent honorablement : 7 en 1811 pour 15 prises. 5 en 1813 avec 12 prises.



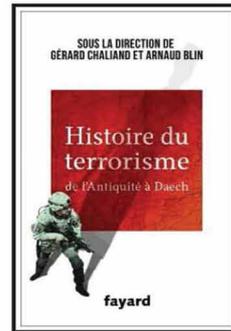
Un navire corsaire sous l'Empire

Source : infoBretagne.com

La guerre de blocus et le ralentissement du commerce colonial cumulent leurs effets et conduisent à la recherche de stratégies de substitution. Bayonne et les autres ports du pays basque, Saint-Jean-de-Luz principalement, mais aussi Ciboure, forment un ensemble original considéré comme un véritable nid de corsaires reposant sur une solide tradition. 87 corsaires sont armés à Bayonne de 1796 à 1801. La marine royale -puis républicaine- est prioritaire quant à la mobilisation des marins, et les recrutements corsaires sont soumis à l'autorisation de l'administration des classes. Le principal attrait de la course est l'appât du gain. Sous la Révolution et l'Empire, d'après les inscriptions maritimes, il existe un fort potentiel humain qui adhère à ces courses.

**Gérard Chaliand et Arnaud Blin** (sous la direction de) *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Daech*  
Fayard 2015 840 pages 24 €

par Vincent ARBARETIER



Ce livre représente une somme de connaissances encore inégalée en langue française. Comprenant plus de 800 pages, il offre une histoire exhaustive et chronologique d'un phénomène aujourd'hui bien connu de nos contemporains mais dont l'interprétation est souvent source de confusion.

Les huit auteurs de ce livre nous offrent un panorama complet des actes terroristes et de leurs auteurs au cours de l'histoire. Si le tyrannicide était un devoir dans l'Antiquité grecque et romaine, le fait d'assassiner une personne célèbre ou un quidam n'est devenu au fil du temps une « doctrine politique » qu'assez récemment au 19<sup>e</sup> siècle avec notamment Bakounine. Le terrorisme d'Etat est toutefois apparu à la fin du 18<sup>e</sup> siècle avec la répression déclenchée par la Révolution française aux pires moments de sa survie politique et militaire, même si cette répression a culminé lors des idéologies communiste et nazie du 20<sup>e</sup> siècle.

Ariel Merari, professeur à Harvard et à Tel Aviv, après avoir donné du terrorisme une définition opératoire, en tentant de le confronter aux notions de guérilla et de « combattant de la liberté », en définit la stratégie qui s'appuie sur l'intimidation des populations et la provocation à l'égarement de l'autorité ou de l'adversaire. Cette stratégie devient assez rapidement et une stratégie du chaos et une stratégie d'usure dont le but est de faire évoluer l'état politique de la région ou du pays où ils opèrent. Ensuite Gérard Chaliand et Arnaud Blin étudient la « préhistoire » du terrorisme en centrant leurs propos sur les zélotes juifs de la période de l'occupation romaine de la Palestine et sur cette secte chiite de l'époque des Croisades que constituaient les célèbres « assassins ».

Dans un chapitre consacré à la terreur à travers les âges, ces deux historiens étudient le cas du tyrannicide sous l'Antiquité et celui du « terrorisme de masse » apparu avec les invasions mongoles. Gengis Khan serait ainsi à l'origine de la notion de terrorisme d'Etat. Cette notion se perpétue au 17<sup>e</sup> siècle durant la terrible guerre de Trente ans en Europe, où, cette fois-ci, c'est dans la conduite de la guerre que les objectifs civils sont systématiquement recherchés de manière à provoquer l'exode massif de populations en suscitant la terreur. La Révolution française est, quant à elle, symptomatique d'une terreur érigée en régime politique visant à imposer un nouvel ordre politique, social et économique par ce moyen et à mettre les forces armées au service d'un pouvoir politique où une minorité s'impose par la force à la majorité. Olivier Hubac – Occhipinti traite ensuite de la naissance des terroristes anarchistes, d'abord en France, puis en Italie, en Espagne, contre le système monarchique, en Amérique du Nord et surtout en Russie.

Dans ce pays, les sources doctrinales sont ailleurs mais font florès en raison de l'extrême pauvreté des étudiants et du prolétariat à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle.

Sous la République et l'Empire, les corsaires de Saint-Jean-de-Luz eurent l'occasion de montrer leur intrépidité et leur courage. *Le général Dumouriez* est capturé par les Anglais et on trouve à bord une somme de 5 millions en 680 caisses. D'après une convention conclue entre les gouvernements d'Angleterre et d'Espagne, les reprises faites à l'ennemi commun devaient être restituées réciproquement. Ce fut en vain que le commandant espagnol invoqua la loi des traités. Rendre par scrupule ces millions c'était une folie dont le gouvernement anglais ne voulut pas se rendre coupable...aussi gardèrent-ils navire et cargaison.

Sous l'Empire, le 14 novembre 1809, des prisonniers anglais provenant de la frégate *L'Aréthuse* sont dirigés sur Bayonne par l'autorité militaire ; ils n'ont pas été présentés au bureau de la Marine et ont été mis à la disposition du département de la Guerre. De même, six prisonniers de guerre des navires anglais *La Britannia* et *Le Witton Wood* capturés par le corsaire *L'amiral Bruix* de Dunkerque, sont mis à disposition du commandant d'armes de la place. Six autres prisonniers anglais provenant de la prise de bord le *Lord Carlo*, prise faite par le corsaire de Bordeaux, le capitaine *Etebetcho*, ont eux aussi été mis à disposition du commandant d'armes à Bayonne, avant d'être transférés très loin de là, à Valenciennes et Verdun.

Le navire *L'Eve de Bayonne*, avec comme capitaine le sieur Pellot, armé en guerre et marchandises par M. Sauvinet jeune, de Bayonne, à destination de la Guadeloupe, a été forcé de relâcher à la suite de la capture de deux bâtiments des Etats-Unis, l'un chargé de comestibles pour l'Angleterre, l'autre avec un chargement de marchandises anglaises. Le sort des navires est inconnu, *L'Eve* a pris à son bord une partie des marchandises du 2<sup>ème</sup> bâtiment. Le 22 mars 1810, le corsaire *général Darmagnac* a pris le navire espagnol *La Begogna* sortant de Cadix. Cette prise est entrée à Bayonne, le capitaine Yves Gana a été interrogé particulièrement sur la situation de Cadix à l'époque de sa sortie de ce port.

Le décret impérial du 25 juillet 1810 stipule « qu'aucun navire ne pourra à compter du 1<sup>er</sup> août 1810 sortir des ports de l'Empire avec pour destination un port étranger s'il n'est muni d'une licence signé de la main de Sa Majesté .../...et que tout bâtiment sortant d'un port de l'Empire à destination d'un autre port de l'Empire, sera tenu de s'y rendre directement. » Et défense de recevoir à bord des passagers pour l'Angleterre ou d'en ramener !

Le 14 février 1814, le roi de Naples vient de déclarer la guerre à la France, et conformément aux ordres de l'Empereur, tous les commandants d'escadre, divisions navales et bâtiments de guerre de Napoléon 1<sup>er</sup>, tout capitaine de corsaire pourvu de lettres de marque devront courir sus aux bâtiments portant pavillon napolitain et s'en emparer. La guerre de course prit définitivement fin avec les guerres de l'Empire. Les armateurs n'armaient d'ailleurs plus guère que de petites chaloupes qui ne tenaient pas la mer, et les derniers corsaires étaient obligés de se retirer dans les petits ports de la côte pour attendre leur proie... grandeur et décadence !

\* Sources : SHD Rochefort-sur-mer. Série Q et série P.

\* Livre recommandé : Les Corsaires de l'Atlantique : de Louis XIV à Napoléon - Jacques Péret Geste éditions 2012.

\* Corsaires basques et bayonnais du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle Pierre Rectoran – Editions Plumon, Bayonne 1946.

### Histoire du terrorisme (suite)

À côté de la doctrine de l'anarchisme, se construit maintenant en Russie celle du terrorisme de masse, puis celle du nihilisme. Tous ces mouvements philosophiques et littéraires s'accompagnent déjà de la volonté de détruire la société traditionnelle religieuse et bourgeoise et de reconstruire une société « nouvelle » qui n'obéirait plus à aucune loi contraignante d'un Etat policier. Les propagandistes de l'homme révolutionnaire entraînent derrière eux des étudiants mais cherchent aussi à gagner des paysans. Malgré la répression policière, les nouveaux révolutionnaires, appelés désormais « terroristes » commettent de nombreux attentats contre des personnalités militaires et politiques, dont l'assassinat du Tsar Alexandre II en mars 1881 qui précède de vingt ans la création officielle à Berlin du Parti socialiste révolutionnaire. Les SR seront les concurrents directs des bolcheviks en 1917. Le terrorisme russe continue tout au long des trente années suivantes jusqu'à la Première Guerre mondiale et la Révolution éponyme, profitant notamment de chaque opportunité politique et économique, prospérant sur les difficultés intérieures et extérieures du gouvernement.

Après ce chapitre intéressant par Yves Ternon, un historien spécialisé sur le négationnisme et les génocides, Gérard Chaliand et Arnaud Blin brossent les contours de cette « Belle Epoque » du Terrorisme que constitue partout en Occident le début du XX<sup>e</sup> siècle. Le point culminant en est l'attentat de Sarajevo, nommé « l'attentat du Siècle » qui entraîne le cataclysme de la Première Guerre mondiale et l'instauration des « terrorismes d'Etat » que sont le Léninisme, le Stalinisme, le Fascisme et le Nazisme. La troisième et dernière partie du livre est consacrée au Terrorisme contemporain de 1968 à nos jours, et essentiellement au terrorisme islamiste que l'on n'évoquera pas car déjà suffisamment détaillé et connu par d'autres ouvrages. Cette somme colossale est accompagnée en dernière partie de la rétrospective littéraire du Terrorisme depuis un manifeste écrit contre Cromwell et qui encourage la population anglaise au Tyrannicide, jusqu'aux derniers manifestes d'Al Qaeda et de l'E.I.

En conclusion, ce livre volumineux devrait figurer dans toutes les bibliothèques de ceux qui cherchent à comprendre un phénomène devenu très actuel, sous un angle davantage stratégique que social, politique, ou religieux. Les terroristes ne deviennent réellement dangereux pour l'équilibre du monde que lorsqu'ils s'emparent d'Etats et des attributs de la puissance régaliennne qui les accompagnent.

**Anne Liskenne *L'Algérie indépendante L'ambassade de Jean Marcel Jeanneney (juillet 1962- janvier 1963)* A. Colin- ECPAD 2015 283 pages 28 €**

par le général **Maurice FAIVRE**

Prenant la suite de Daniel Lefeuvre, Anne Liskenne, conservateur en chef des archives diplomatiques, analyse les documents de l'ambassadeur de France en Algérie, au 2<sup>ème</sup> semestre de 1962. Professeur d'économie et ancien ministre de l'industrie, Jean-Marcel Jeanneney est choisi en juin 1962 par le général de Gaulle, sans doute en raison de son approbation de l'indépendance de l'Algérie et de ses compétences économiques. Arrivant à Alger le 6 juillet, il s'installe au Rocher Noir, puis à la villa des Oliviers, et établit des relations suivies avec le Président Farès de l'Exécutif provisoire, puis

avec Ben Bella, ses ministres Mohamed Khemisti et Houari Boumediene, et avec Ferhat Abbas, le président de l'assemblée nationale constituante. Il dispose de 10 conseillers dans les services de l'ambassade, et met en place progressivement 33 consuls, au total un effectif de 600 personnes.



Après une brève rencontre avec le général de Gaulle, qui lui donne autorité sur le Commandant supérieur, le général de Brébisson, les premières instructions du gouvernement ne lui parviennent que le 9 août. Elles font le point de la situation de façon objective, reconnaissant qu'à côté des inégalités sociales, une économie moderne fait vivre le tiers des habitants, et que la pacification a été justifiée. Il est demandé à l'ambassadeur de nouer des liens nouveaux et d'engager la coopération avec l'Algérie, tout en respectant les garanties des Européens et la doctrine de non-engagement des nationalistes algériens.

Les conversations avec le gouvernement provisoire permettent de conclure plusieurs protocoles, dont ceux des fonctionnaires français, de la mise en valeur du Sahara et du contrôle financier. Dès le 27 août, J.M. Jeanneney intervient pour dénoncer l'insécurité : enlèvements de Français, massacre de supplétifs, viols par des militaires, pillage et taxation des récoltes, saisie des biens vacants, réquisition des terres et des matériels agricoles.

Après l'élection du 29 septembre, c'est auprès de Ben Bella que l'ambassadeur élève ses protestations contre l'insécurité et contre la politique des faits accomplis (cathédrale d'Alger, radiotélévision). Il se montre très critique envers l'orientation socialiste du programme de Tripoli, et particulièrement envers « l'opération labours » confiée à un idéologue incapable (Amar Ouzegane) : elle constitue une atteinte à la propriété privée et se traduit par des dizaines de tracteurs cassés. Il déplore également l'indiscipline des chefs militaires, la baisse du niveau de vie et les dépassements de crédits qui imposent la séparation des Trésors français et algérien (prévue dans les accords d'Evian, elle est effective dès le 12 novembre).

C'est par la presse que Jean-Marcel Jeanneney apprend en décembre son remplacement par Georges Gorse. Il renonce à protester auprès du chef de l'Etat, et rédige le 10 janvier 1963 un Rapport de fin de mission qui est un constat sans complaisance de l'évolution politique de l'Algérie. En voici les principaux points :

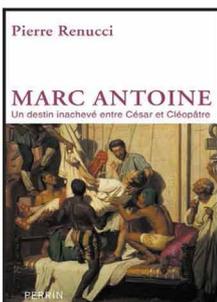
- lutte pour le pouvoir par des chefs de bandes sans envergure, seule l'armée des frontières est organisée et les Kabyles restent puissants dans la ville d'Alger ;
- disparition de 1.850 Français, massacre non chiffrable de milliers de harkis, aucune sanction prononcée ;
- exode massif des pieds noirs qui sont moins de 180.000 fin 1962, démantèlement de la colonie française, défrancisation administrative ;
- saisie de 2.600 biens mobiliers et matériels agricoles, 2.100 propriétés pillées ;
- coopération souhaitée par le petit peuple, mais fortement discutée par le pouvoir révolutionnaire qui met en cause les accords d'Evian.

En conclusion, Anne Liskenne souligne que le pire a été évité, que la sécurité est redevenue normale, et que la France conserve une position éminente grâce à l'empreinte laissée

**L'Algérie indépendante ... (suite)**

par la colonisation. Le caractère scientifique de son travail est confirmé par de riches annexes (organigrammes, chronologie, bibliographie, index des personnes). Un livre qui éclaire les premiers mois de l'Algérie indépendante, ce qui n'est pas un mince mérite.

**Pierre Renucci Marc Antoine. Un destin inachevé entre César et Cléopâtre** Paris Perrin, 2015 560 p. 26 €  
par Michel LOUSTAU



Biographe des empereurs Auguste, Tibère, Caligula et Claude, l'auteur résume remarquablement bien, dans son prologue, l'histoire de la Rome républicaine, à l'usage des jeunes lecteurs qui ne l'apprennent plus au collège. Vivant et bien écrit, ce livre retrace les dernières années de la République des *Optimates* et des *Populares*, proie pantelante offerte aux appétits des *impe- ratores* Marius et Sylla, suivis par César, Crassus et Pompée. Cicéron n'en sort pas grandi, tandis qu'Antoine, bon général mais bambocheur, emporte notre sympathie par ses qualités humaines ; il n'est guère sanguinaire, ce qui en temps de guerre civile, peut être un handicap. Tel n'est pas le cas de son rival Octave, médiocre général dont la chance se nomme Agrippa, froid calculateur et vrai homme d'Etat. Les « seconds rôles » sont croqués d'une manière réjouissante : Munatius Plancus, sorte de Talleyrand encuirassé, Asinius Pollion, droit et honnête, Lépide, moins intelligent que les autres et –donc- moins dangereux, qui mourra dans son lit ; et, enfin, l'amiral Sextus Pompée, héritier du génie militaire de son père mais orgueilleux, « encombrant et incontrôlable ».

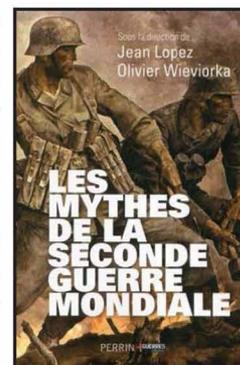
L'auteur réussit à débrouiller l'écheveau des opérations militaires des guerres civiles, et montre que la grande campagne parthique d'Antoine en 36 a peut-être constituée une erreur, en raison du renforcement d'Octave en Occident. Elle se termina par un match nul ce qui, face à des gens qui avaient écrasé et tué Crassus, dix-sept ans auparavant, était déjà en soi un exploit, reconnu comme tel par l'adversaire. Quant à la grande Cléopâtre, elle n'a ni le charme mutin de Claudette Colbert, ni la beauté impérieuse d'Elizabeth Taylor, mais elle est entrée vivante dans la légende des Pharaons et des Ptolémées. La question de l'aspic reste en suspens... Un grand livre pour tous les amoureux de l'Antiquité et les passionnés de la Louve.

**Lopez Jean et Wiewiorka Olivier (s. l. d. de) Les mythes de la Seconde Guerre mondiale** Perrin, 2015, 448 pages 21 €  
par Michel LOUSTAU

Ce livre rassemble 23 historiens qui, en 23 chapitres, confrontent des « mythes » ou idées reçues sur la Seconde Guerre mondiale avec la recherche historique récente. Plusieurs contributeurs sont des adhérents ou des amis de la C.F.H.M.

Après une étude de François Kersaudy sur les Britanniques et Churchill, Maurice Vaïsse revient sur les causes du désastre français de 1940. On pourra compléter son point de vue par

la remarquable introduction des colonels Jean Delmas et Paul Devautour à leur « Mai-Juin 40 -Les combattants de l'honneur » (1980) et par « Sedan 1940 » du lieutenant-colonel Vincent Arbaretier, qui montre les carences françaises en matière de transmissions. L'auteur note avec raison que l'erreur majeure a été d'accepter la bataille de rencontre en Belgique (manœuvre Dyle –Breda) avec une armée conçue pour la défensive. Les U -Boote auraient-ils pu gagner la guerre ? Non, répond le commandant François- Emmanuel Brézet, pour le simple fait qu'Hitler -en bon alpin- n'aimait pas la mer et ne lui a jamais donné la priorité, car il envisageait une guerre courte et continentale.



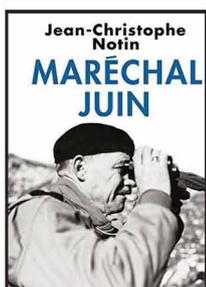
Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri s'attachent à réfuter la thèse soutenue par Victor Suvorov dans « Le Brise –Glacé » (1989), selon laquelle l'opération Barbarossa n'a fait que prévenir une attaque de Staline. Rommel, le « Renard du désert » a-t-il été surestimé ? Oui, n'hésite pas à répondre Vincent Arbaretier, spécialiste de la stratégie de l'Axe en Méditerranée. Glorifié par Goebbels, admiré par les Anglais, il a été crédité de sa participation (tardive) au complot antinazi du 20 Juillet 1944. Encore aujourd'hui, la Waffen SS bénéficie d'une aura indéniable parmi les corps d'élite. Jean-Luc Leleu estime que sa valeur au combat a été variable, et que son aspect précurseur d'« armée européenne », magnifié par certains auteurs complaisants, a été exagéré.

Une opinion courante veut que les Italiens soient des soldats d'opérette, incapables de la moindre exaction. Hubert Heyriès démontre le contraire. L'armée italienne, quand elle était bien encadrée et équipée, s'est bien battue, et elle a parfois enfreint les lois de la guerre, en France, en Afrique ou dans les Balkans. Patrick Facon prouve que les bombardements de terreur de la R.A.F. et de l'U.S. Air Force sur l'Allemagne, application de la doctrine du général Douhet, n'ont pas contraint le Reich à capituler, mais ont porté des coups sensibles à son économie. « La France a contribué à la victoire des Alliés : d'une manière fort modeste, selon Jean-François Muracciole. Il démonte les mythes gaullistes de Koufra et de Bir-Hakeim, et parle d'une « armée en trompe l'œil » en 1945 : 1.300.000 hommes mobilisés et 18 grandes unités dont « seules les 8 divisions du plan d'Anfa présentent une réelle valeur militaire ». La Résistance a été plus efficace pour collecter le renseignement que pour gêner véritablement l'occupant nazi.

En ce qui concerne les « armes miracles allemandes », note Pierre Grumberg, elles « ont été moins destinées à cibler les Alliés qu' à bombarder les civils allemands de fausses bonnes nouvelles ». Georges-Henri Soutou conclut sur le « partage du monde » de Yalta qui n'a pas eu lieu, Churchill et Roosevelt se résignant, volens nolens, à laisser en pâture à l'U.R.S.S. -saignée par le conflit- le tiers de l'Europe. Au total, un ouvrage qui se lit avec intérêt et suscite la réflexion.

**Jean-Christophe Notin Maréchal Juin** Tallandier 2015 716 pages 28,90 €  
par José MAIGRE

Pour qui s'intéresse à la personnalité d'Alphonse Juin, notre dernier maréchal de France « en exercice », cet ouvrage de Jean-Christophe Notin est un vrai événement.



### Maréchal Juin ... (suite)

Contrairement à de Lattre ou Leclerc, on ne lui a guère consacré d'études ou de biographies, si l'on excepte celle de son ami, le général René Chambe, parue en 1968 juste après le décès du « *duc du Garigliano* », et celle de Bernard Pujo -un de ses anciens aides de camp- parue, elle, en 1988, vingt ans après...et depuis rien, ou presque. Toutes les deux, elles étaient pleines d'empathie envers le maréchal et, avec le recul nécessaire, on ne leur reprochera pas. Mais il était temps, près de cinquante années après son trépas, d'aller sonder de plus près la personnalité d'un maréchal infiniment plus complexe qu'il n'y semble à première vue. Et pour cela, Jean-Christophe Notin, après sa remarquable *Campagne d'Italie* parue en 2002 chez le même éditeur, était sans aucun doute le mieux placé. Il va y consacrer plus de 700 pages et 33 chapitres d'un texte pertinent aux sources françaises et étrangères renouvelées, dans un style très direct et facile à lire. Dans son préambule, il énonce -un peu méchamment- l'idée que les velléitaires ont renoncé à se lancer dans une telle aventure éditoriale, face à la complexité d'une vie à bien des égards paradoxale.

Certes, la vie de Juin fut soumise à des vents souvent contraires, mais il n'en est point le seul et unique responsable : les événements disposent au-delà de la seule volonté des hommes. Il y a dans la longue vie du maréchal Juin des zones d'ombre et de lumière, mais à cela rien d'original dans un siècle compliqué où l'obéissance au pouvoir politique légal et le sens de l'honneur n'ont pas toujours fait bon ménage...

Né en 1888 à Bône, en Algérie, où son père était gendarme, Alphonse Juin a connu une destinée hors du commun : celle d'un fils du peuple particulièrement doué, qui avait choisi la carrière militaire par vocation et sut se montrer à la hauteur de ses ambitions...un bel exemple de l'élitisme républicain. Après de brillantes études, major de sa promotion à sa sortie de Saint-Cyr en juillet 1912, le sous-lieutenant Juin choisit l'armée d'Afrique à laquelle il restera toujours fidèle. Volontaire pour servir au Maroc, il va y être confronté à dix-huit mois de guérilla incessante. Dès août 14, il rejoint la métropole avec la Brigade chérifienne envoyée en renfort. Il participe dans la foulée à la bataille de la Marne, puis ensuite à la guerre de position dans les tranchées durant laquelle il fut grièvement blessé.

Entre les deux guerres, il alterna de fréquents séjours au Maroc auprès de Lyautey -qui fut son mentor- et de ses successeurs avec des étapes obligées en école, en état-major, ou dans la troupe au sein d'un régiment de tirailleurs, d'abord comme chef de bataillon, puis comme colonel. Cette brillante carrière sans faux pas l'amène tout naturellement aux étoiles de général au lendemain de son cinquantième anniversaire. La campagne de 39-40 le trouve à la tête d'une de nos rares divisions d'infanterie motorisée avec laquelle il va mener un combat retardateur désespéré. Il est fait prisonnier à Lille et incarcéré dans la sinistre forteresse de Königstein. Et c'est là que va se situer sa première zone d'ombre...

Connu et apprécié dans l'entourage militaire du maréchal Pétain, il est libéré à la demande pressante du gouvernement en juin 1941, puis désigné pour prendre la délicate succession du général Weygand à la tête de nos unités d'Afrique

du nord. On lui reprochera souvent sa visite à Berlin à Goering qui l'avait convoqué -via Vichy- pour évoquer l'accueil possible de l'*Afrikakorps* en retraite... mais avait-il vraiment le choix ?

Après de longues et mortelles heures d'hésitation, son patriotisme ardent prenant enfin le pas sur son criant légalisme vichyste, il engage résolument l'avenir le 8 novembre 1942 en se ralliant aux Américains qui viennent de débarquer en Algérie et au Maroc. Il prit ensuite la direction effective des troupes françaises qui contribuèrent pour une large part à chasser les forces de l'Axe de Tunisie...en laissant à Darlan, puis Giraud, le soin de gérer les aspects politiques dans l'Afrique du nord libérée. Au cours de l'été 43, étape suivante et son plus beau titre de gloire : le général Juin met sur pied en Algérie le Corps expéditionnaire français en Italie avec lequel il va prêter main forte aux forces anglo-américaines bloquées depuis des mois dans les Abruzzes par des lignes de défense allemandes inexpugnables, dans des secteurs escarpés ou difficiles d'accès. Sa magistrale victoire sur le Garigliano ouvre enfin aux Alliés la porte qui les mènera à Rome, puis à Sienne, avant qu'elle ne se referme devant Florence.

Ensuite, le général de Gaulle lui confie la lourde et délicate responsabilité de l'Etat-major général de la Défense nationale, en lien étroit avec l'état-major interallié, en même temps que de Lattre est nommé à la tête de l'armée B -la future 1ère Armée- qui s'apprête à débarquer sur les côtes de Provence le 15 août 1944. Après la guerre, le général Juin reste à la tête de cet état-major général jusqu'en 1947, et accomplit également plusieurs missions d'expertise militaire à l'étranger et en Indochine où il sera assez proche du « *Traitez, traitez à tout prix* » de Leclerc. Il avait compris que l'Indochine coloniale avait vécu.

Mais sa position sera toute autre pour l'Afrique du nord, sa terre natale à laquelle il restera viscéralement attaché. C'est là que prend place sa seconde zone d'ombre. Nommé Résident général dans son cher Maroc, et conservateur par tempérament, il n'hésite pas à contrer les visées indépendantistes du Sultan, et porte sa part de responsabilité dans le combat d'arrière-garde que va représenter « la parenthèse Ben Arafa ». Il n'hésita pas à s'opposer frontalement à Vincent Auriol et au gouvernement, mais ne méritait sans doute pas, en dépit de ses maladresses et de ses partis-pris, d'être autant décrié qu'il le fut alors par l'intelligentsia et une partie du personnel politique. On l'a soupçonné alors d'une dizaine de complots et même d'un assassinat ! J.C. Notin expose ce climat nauséabond avec soin et toute la distance nécessaire.

A son retour de Rabat, on lui confie l'Inspection générale des Armées et il va exercer dans le même temps -en fidèle ami de l'Amérique- le Commandement en chef des forces alliées du secteur Centre-Europe dans le cadre de l'O.T.A.N. Cette double casquette le positionne au cœur des grands problèmes, aussi bien nationaux qu'internationaux dans une Europe marquée par la guerre froide et les soubresauts de la décolonisation. Il oublie à nouveau son devoir de réserve en contribuant au torpillage de la C.E.D. C'est en 1952 qu'il reçoit la double consécration du bâton de maréchal et de son élection à l'Académie française.

En 1956, ayant décidé de quitter enfin l'uniforme après 47 années de bons et loyaux services, il se découvre un goût prononcé pour l'écriture, mais sans se prendre vraiment pour un écrivain. Seule la maladie lui fera poser la plume après un fertile septennat littéraire. Les dernières années (...)

### Maréchal Juin ... (suite)

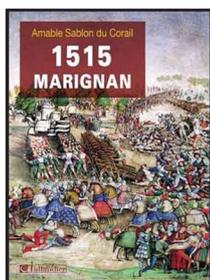
de sa vie furent également très attristées par la rupture définitive avec sa chère Algérie. Après son décès, en janvier 1967, il eut droit à des obsèques nationales.

Juin restera dans l'histoire à coup sûr comme un des meilleurs officiers de sa génération, un chef humain soucieux de la troupe, mais non point vraiment comme un esprit clairvoyant et visionnaire à l'instar du général de Gaulle, son camarade de promotion de Saint-Cyr, auquel il ne se rallia qu'assez tardivement pendant la guerre. Par la suite, ils se heurtèrent très vivement lors du changement de cap déchirant qui conduisit, au bout du compte, à négocier avec le F.L.N. l'indépendance de l'Algérie.

Comment conclure ? Sans doute en qualifiant Alphonse Juin de grognard conformiste et passablement calculateur, mais toujours respectueux *in fine* du devoir d'obéissance envers l'autorité politique quoi qu'il puisse en coûter : « *J'ai toujours obéi au gouvernement de la France sans me faire juge de sa légitimité* ». Pas l'étoffe d'un rebelle ni d'un prétorien !

Laissons le mot de la fin à Jean-Christophe Notin : « *La facette militaire, brillante, du tombeur de Rome se complète d'un sens politique plus incertain, l'esté par la nostalgie dévorante d'une France que la Seconde Guerre a profondément, et inexorablement, chamboulée. Aussi n'est-ce pas au dernier maréchal de France auquel la nation a dit adieu le 27 janvier 1967, mais bien au dernier maréchal d'Empire* ». On ne saurait mieux dire !

### 1515 Marignan Amable Sablon du Corail Tallandier 2015 512 pages 24,90 € par Alain J. ROUX



Le mot « Marignan 1515 » que tous les Français d'avant l'an 2000 connaissaient, est ici rétabli dans son histoire. L'année 1515, et son point culminant : la bataille de Marignan en Italie du Nord. Lire ce livre est un vrai plaisir : en plus d'être imprimé en noir sur blanc avec des caractères d'une dimension suffisante, c'est une étude, destinée à un large public comme l'on en fait encore

trop rarement. Amable Sablon du Corail, conservateur du patrimoine au Service historique de la Défense, démontre ici avec beaucoup de talent qu'on peut encore renouveler la connaissance de cette fameuse bataille, d'abord dans ses aspects militaires, mais pas seulement.

Que découvre-t-on donc dans cet ouvrage ? D'abord une description détaillée de la Suisse en formation difficile depuis presque deux siècles, ensuite les problèmes internes de l'Italie morcelée en principautés, voisines, hostiles et concurrentes, enfin les grandes puissances européennes de l'époque, la France en tête, l'Espagne complexe et le Saint Empire dans un état de transition avancée, tous essayant de faire face aux rois de France qui prétendent hériter du Royaume de Naples et surtout du duché de Milan, ce qui inquiète fortement leurs voisins.

L'auteur insiste avec raison sur un domaine encore négligé il y a peu de décennies : celui des ressources financières de chaque Etat, ces ressources étant le fondement sur lesquels ils bâtissent leurs puissances militaires, comme aujourd'hui.

Enfin la description des différents combattants, de leurs armes et des armées, est très fouillée comme on commence à le faire : une seule critique, pour un spécialiste, la description de l'artillerie devrait être largement améliorée, mais le lecteur ordinaire ne s'en rendra pas compte.

On arrive ainsi à près de 300 pages toutes instructives et à une première conclusion : après un mélange touffu de discussions diplomatiques, la bataille de Marignan aurait pu être évitée, mais la confiance des protagonistes en leur propre valeur les précipite vers une mêlée sanglante dont la description, à partir des sources connues, compte 40 pages. Une conclusion détaillée termine le texte avec également 40 pages. Des notes, des compléments, une biographie fournissent complètement ce livre avec 120 pages supplémentaires. Mais que le lecteur potentiel ne s'alarme pas : même si ce gros volume aurait pu faire l'objet de plusieurs ouvrages distincts, tout se lit facilement. La bonne surprise, donc, tient dans le développement des explications financières.

*Ce livre exemplaire fera découvrir une époque complexe dont l'histoire se réduit trop souvent à quelques clichés : il est recommandé à tous. Un bel essai novateur sur la plus célèbre bataille de l'histoire de France.*

### La guerre d'Indochine De l'Indochine française aux adieux à Saïgon 1940-1956 Ivan Cadeau Taillandier 2015 624 pages 26,90 €

par Alain J. ROUX

Saïgon, avril 1956 : la France quitte le sol vietnamien. Près d'un siècle après la conquête, au terme de dix années de guerre et de centaines de milliers de morts, la page de l'Extrême-Orient français se referme.

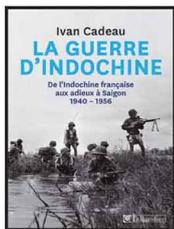
La guerre d'Indochine est toujours un sujet brûlant, 70 ans plus tard, mais avec les nombreuses archives, études et souvenirs déjà publiés on commence à en savoir un peu plus. L'intention de l'auteur est d'en donner un aperçu complet, en 530 pages de texte, pour ceux qui n'en ont pas été les témoins. L'auteur développe en priorité les aspects politiques plutôt que les opérations militaires. Ainsi, il consacre les deux-cinquièmes de son étude aux prémices de ce qui deviendra la guerre.

L'invasion de la Métropole en 1940 entraîne les premières exigences des Japonais acceptées par le général Catroux ; mais désavoué et sanctionné par le premier gouvernement Laval il rejoint De Gaulle. Son remplaçant, l'amiral Decoux, va lutter pied à pied pendant 4 ans, avec des moyens dérisoires pour limiter l'occupation des Japonais qui se termine le 9 mars par le coup de force sanglant de ces derniers. On peut regretter que l'auteur ne montre pas davantage les efforts de l'amiral Decoux pour faire participer les habitants de l'Indochine à la direction de leurs pays respectifs ; il est vrai que certains Français, à Vichy, à Alger ou à Londres, ne lui facilitent pas la tâche.

Les années 1945 et 1946, cruciales, sont bien décrites et surprendront les plus jeunes lecteurs. Après 1945, cependant, les Français ne saisissent pas l'ampleur des changements survenus au cours du second conflit mondial chez les peuples colonisés. Au Vietnam, les revendications du Vietminh sont en totale opposition avec la politique menée depuis Paris. Fin 1946, la rupture est consommée : la guerre d'Indochine commence.

## NOTES DE LECTURE (SUITE)

### La guerre d'Indochine (suite)



Ensuite, en 200 pages, la vraie guerre, dont la forme est nouvelle pour les officiers qui arrivent d'Europe, est résumée, quelquefois trop, ce qui suscite des questions sans réponse. Neuf ans de guerre sans front, et au cours desquels le Corps expéditionnaire français ne parvient pas à vaincre un ennemi insaisissable, mais omniprésent.

La fin et l'abandon, souvent mal connus, sont bien décrits. Ivan Cadeau n'occulte pas l'emprise impitoyable du Vietminh, mouvement nationaliste qui sert de paravent à l'idéologie communiste, craint par toute une partie de la population. Les Américains vont finir par nous évincer. Dien Bien Phu et la conférence de Genève n'ont pas réglé le conflit qui durera jusqu'à la prise de Saïgon en 1975.

Les officiers français sortent profondément marqués de ce combat, meurtris par l'indifférence, le mépris et l'opprobre dont ils se sont sentis victimes de la part de la nation. Nombreux sont les cadres bien décidés à ne plus revivre l'humiliation de l'expérience indochinoise, alors qu'une nouvelle guerre les attend sur un autre théâtre d'opérations, en Algérie où, certes, le contexte n'est pas le même.

*Cet ouvrage, trop court, par rapport à l'ampleur du sujet traité, et avec quelques lacunes, est un bon livre de base pour étudier la Guerre d'Indochine, qui, ne l'oublions pas, est un chapitre majeur de la décolonisation.*

**Quel avenir pour la dissuasion militaire française face aux défis et aux changements ? sous la direction de Pierre PASCALLON** L'Harmattan 2015 350 pages 36 € - Version numérique en PDF 28,99 € | 4 419 Ko

par Alain J. ROUX

Pierre Pascallon continue à mettre à jour une véritable encyclopédie de la défense militaire française en organisant régulièrement des colloques à l'Assemblée Nationale. En décembre 2014, il a réuni autour de lui 30 intervenants de haut niveau durant deux jours pour examiner l'état de la dissuasion nucléaire française, dont on parle moins dans les médias grand public depuis quelques années. Et pourtant ! Depuis un an a passé, et l'actualité fait ressurgir les problèmes des armes nucléaires, particulièrement en Iran et en Corée du Nord. Pierre Pascallon a d'abord donné la parole aux sceptiques et aux craintifs qui soulèvent successivement le coût de cette machinerie nucléaire et des questions d'ordre éthique : quel serait le résultat de l'emploi réel des armes nucléaires ? Depuis deux tiers de siècle le monde a vécu dans la crainte d'un dérapage nucléaire ; aujourd'hui on constate que les possesseurs historiques de l'arme atomique ont, grâce à cette menace, évité une guerre du genre « deu-

xième guerre mondiale », mais la prolifération s'étend. On étudie ensuite les intérêts pour la France de posséder l'arme atomique. Historiquement, c'est l'échec de l'opération de Suez en 1956, où la France et la Grande Bretagne ont été vulnérables face aux menaces de l'URSS et des Etats-Unis, qui a entraîné la création d'une panoplie nucléaire en France et en Grande-Bretagne dans les années 60. Cinquante ans après, on se doit de rappeler que la France a désarmé, partiellement et unilatéralement, en 1996 sans véritablement en recueillir de bénéfice. Elle a renoncé à ses essais nucléaires et a procédé au démantèlement des missiles du plateau d'Albion, notre composante terrestre de la dissuasion stratégique.

Aujourd'hui la Défense française consacre quelques milliards d'euros à son système nucléaire : études, entretien et veille permanente. D'importantes études scientifiques et techniques permettent de maintenir notre Pays dans le peloton des Grandes Puissances. Quant au reste, les économies seraient consommées immédiatement en « solidarité citoyenne » dont les contribuables connaissent les résultats. En résumé, il faut toujours insister sur la rentabilité actuelle du système de défense nucléaire encore en place, d'autant plus que la composante aérienne a de multiples emplois aujourd'hui, et que la composante marine ne se réduit pas aux seuls sous-marins de type SNLE. La majorité des éléments est multi-missions.

Sur le plan théorique, les deux composantes encore en place permettent une redondance visible. Surtout la dissuasion nucléaire française offre une sécurité dans la recherche scientifique et permet de neutraliser des surprises provenant d'adversaires puissants, et d'autres qui le sont moins pour le moment. Evidemment les menaces diffuses ou nouvelles, difficiles à occulter aujourd'hui, relèvent d'autres moyens de défense, mais pour reprendre une image que j'avais exprimée en 1965, la défense est semblable à un couteau dont le manche et la lame sont inséparables : si l'un des deux manque, le couteau n'existe plus. On peut ajouter que les interventions sur la Défense Européenne relèvent plutôt d'un exercice rituel.

Pour terminer, la lecture de cet ouvrage demande un effort certain de mémoire et de réflexion, mais son sujet l'exige. De plus la plupart des articles sont clairs et présentent des rappels nécessaires.

*Cet ouvrage permet d'avoir à l'esprit une connaissance indispensable de notre situation.*



CFHM

**Histoire Militaire et stratégies comparées. Lettre d'information de la Commission Française d'Histoire Militaire (CFHM).** Château de Vincennes, Tour du Diable, Avenue de Paris, 94306 Vincennes Cedex.

Courriels : jose\_maigre@yahoo.fr – jn.corvisier@wanadoo.fr

Directeur de publication : général Maurice Faivre (Président de la CFHM).

Equipe de rédaction : José Maigre (Bibliothécaire) et Jean-Nicolas Corvisier (Président d'honneur), rédacteurs-en-chef ; Michel Loustau (Secrétaire Général), colonel Rémy Porte (Administrateur).

Maquettiste : Isabelle Clauzel.

Rubriques : CONFERENCES de la CFHM : Michel Loustau, José Maigre ; CHRONIQUES MILITAIRES ET NAVALES : Vincent Arbarétier, Marie-France Sardain ; NOTES DE LECTURE : Vincent Arbarétier, Maurice Faivre, Michel Loustau, José Maigre, Alain J. Roux.